

# Considérations aristotéliennes sur la Révolution

Article tiré du numéro 16 de la revue Civitas (juin 2005) : La Révolution.

**La Révolution est la négation de l'autorité de Dieu sur les hommes, c'est pourquoi elle s'attaque à l'ordre chrétien fondé par l'Église de Jésus-Christ. Cependant cette révolte contre Dieu existait avant le christianisme : l'homme a souvent cherché à se révolter contre l'autorité légitime de régimes fondés sur la loi naturelle expression de l'ordre institué par Dieu. C'est ce qu'explique l'auteur en s'appuyant sur la démonstration et les arguments d'Aristote.**

## Point de vue de cette étude

Quand nous parlons de révolution, la plupart de nos contemporains pensent à la révolution dite « française », et de manière plus générale, à l'ensemble de tous les troubles et désordres qui l'ont suivie. Ainsi, le terme de « révolution » passe dans les esprits comme étant essentiellement le refus de l'ordre politique antérieur à 1789 : ordre qui était fondamentalement chrétien. Cependant, si la révolution de 1789 est avant tout, en effet, le rejet du christianisme, il ne s'ensuit pas que le concept même de révolution signifie proprement le refus du christianisme, de l'ordre surnaturel.

Ceci se prouve par ce fait que beaucoup de sociétés antérieures à l'ère chrétienne subirent des révolutions, de sorte qu'ignorant les principes proprement chrétiens, elles ne pouvaient volontairement les rejeter. L'histoire nous enseigne, en effet, qu'il y a eu des révolutions dans les sociétés païennes, de la Grèce ou d'ailleurs, ignorantes en tout du christianisme.

Cependant toutes les révolutions s'identifient au refus implicite ou explicite de la soumission à Dieu, à son autorité ou au moins à l'ordre qu'il a institué.

Tout ceci s'explique par une cause très simple, à savoir que l'homme est par nature un animal politique. En effet, dire de l'homme qu'il est par nature un animal politique revient à dire, d'une part, que son désir de vivre en animal politique est un désir naturel et que, d'autre part et par voie de conséquence, la cité qui réalise pleinement ce désir est la plus noble des œuvres naturelles (car ce qu'un être désire et engendre naturellement est ce que l'on appelle précisément une œuvre naturelle à cet être). C'est pourquoi, la cité, en tant qu'elle est la plus noble des œuvres naturelles de l'homme, tombe sous la considération de la plus noble des sciences pratiques : la philosophie politique. Mais puisque les opposés tombent sous la considération d'une même science, il s'ensuit donc que la destruction de la cité (la révolution) est, elle aussi, objet d'étude de cette science.

Le concept de révolution est donc un concept d'ordre philosophique (ordre naturel), pouvant être étudié sans faire appel à d'autres causes ou considérations d'ordre

théologique données par la Révélation (d'ordre surnaturel). Il est donc nécessaire, pour comprendre ce qu'est une révolution, d'en établir avant tout sa définition philosophique ainsi que ses causes qui sont différentes selon les différents régimes politiques qu'elle renverse. C'est pourquoi, il y a déjà plus de 2500 ans, Aristote, en bon philosophe, a consacré tout un livre de sa politique (le livre V), sur les huit livres qu'elle comporte, à l'étude de la révolution.

## Définition et causes prochaines de la Révolution

Si l'on considère l'étymologie du terme révolution, nous voyons que ce mot vient du latin « revolvere », verbe qui signifie « revenir en arrière, à son point de départ, changer, renverser ». On parle ainsi en physique de la révolution de la terre autour du soleil, parce qu'elle revient à son point de départ ; et appliqué à la politique, ce terme signifie le renversement du régime ou de l'autorité en place, et de manière générale, le renversement de l'ordre établi. Mais quelles sont les causes de cette révolution ?

Aristote énumère d'abord onze causes qui vont engendrer, selon les différents régimes, un climat peu favorable à la bonne entente et donc à l'union des citoyens entre eux<sup>1</sup>. Ces causes sont : l'appât du gain, le désir des honneurs, la démesure, la crainte, l'excès de supériorité, le mépris, l'accroissement de pouvoir hors de toute proportion, la brigue électorale, l'incurie, l'inattention à de petits changements et, enfin, la disparité (de race<sup>2</sup> et de territoire<sup>3</sup>). Par exemple, l'appât du gain sera mal vu dans une aristocratie, alors que l'accroissement du pouvoir hors de toute proportion sera très mal vu dans une démocratie.

Aristote pose cependant, de manière générale, une seule cause à toutes les révolutions, à laquelle toutes les causes citées peuvent se réduire. En effet, toute chose se détruit par la disparition de la ou des causes qui ont permis sa génération et qui en assureraient sa conservation. Or fondamentalement, une seule cause est à l'origine de la constitution d'un régime : un accord sur la justice, sur ce qui est bien et mal, sur la vertu et le vice<sup>4</sup> : c'est-à-dire, ultimement, sur le bien suprême vers lequel la société doit tendre. Et c'est parce que les hommes sont d'accord entre eux sur la finalité de la société qu'ils s'unissent par les liens de la loi, et établissent ainsi un certain ordre politique incarné par le « droit ». Aussi, à partir du moment où les hommes ne sont plus d'accord sur les

---

1 Pol, V, 3,1303b13 : « il est naturel que n'importe quel sujet de désaccord soit pour la cité une cause de désunion. »

2 Pol, V, 3,1303a25 : « Une autre cause de trouble est l'absence de communauté de race, tant que l'accord des esprits n'a pas été réalisé : de même, en effet, qu'une foule rassemblée au hasard ne constitue pas un État, de même un État ne se forme pas non plus en n'importe quel laps de temps. C'est pourquoi les cités qui ont jusqu'ici admis des étrangers, soit au moment de la fondation soit après coup, ont été pour la plupart déchirées par des factions. »

3 Les hommes habitants un même territoire contracteront le plus souvent des liens du sang par les mariages... Et ceux d'un même sang, d'une même famille recevront normalement la même éducation, le même esprit, et auront donc ordinairement la volonté d'établir les mêmes lois. Le droit de sol est donc en faveur du droit du sang, et le droit du sang en faveur du droit. Les disparités de territoire et de race sont donc des conditions défavorables (mais des conditions seulement) à l'unité des esprits.

4 Pol, V, 3,1303b13 : « il est naturel que n'importe quel sujet de désaccord soit pour la cité une cause de désunion. Et ce qui divise sans doute le plus profondément, c'est la vertu et le vice ; puis en second lieu viennent la richesse et la pauvreté, et ainsi de suite pour les autres différences, tantôt plus tantôt moins... »

Pol, V, 1,1301a25 : « Nous devons d'abord accepter pour point de départ ce fait que l'existence d'un grand nombre de constitutions dans le passé est due à un accord unanime des intéressés sur la justice, c'est-à-dire sur l'égalité proportionnelle. »

orientations de la cité (orientations manifestées avant tout dans les lois de la cité, mais aussi dans sa vie quotidienne, ce que dépeignent les onze causes données ci-dessus), alors il y aura dissolution de leur unité et donc tentative de révolution, tentative qui aboutira à la séparation où à la disparition des uns ou des autres <sup>5</sup>.

Cependant, puisque la révolution est le renversement de l'ordre établi, et que l'autorité en place ne peut que vouloir l'ordre qu'elle a établi ou conservé, sinon elle le changerait, il s'ensuit que le mouvement révolutionnaire est toujours un mouvement émanant des gouvernés contre les gouvernants. Et ce désaccord sur la justice de la part des gouvernés vis-à-vis des gouvernants est nécessairement dû à une conception injuste des uns ou des autres, de sorte que ce rejet de la part des gouvernés de l'ordre établi n'a pas la même légitimité dans tous les cas.

En effet, parce que l'ordre se distingue en ordre naturel ou conventionnel, il s'ensuit que la révolution peut être un refus ou de l'ordre naturel ou de l'ordre conventionnel. Or, comme l'ordre naturel ne peut être que juste, puisqu'il est par définition la mesure de toute justice, il s'ensuit que toute révolution visant à renverser l'ordre naturel des choses est par conséquent injuste. A contrario, l'ordre conventionnel établi par l'autorité, pouvant être en conformité ou non avec l'ordre naturel, peut de ce fait être juste ou non, de sorte que la révolution visant à renverser un tel ordre peut, elle, être juste ou injuste.

Ainsi la « révolte » des gouvernés contre des lois injustes, conduite en vue d'établir ou de rétablir des lois conformes au droit naturel, peut être légitime, et cela est le propre des gens dits « civilisés » qui veulent instaurer ou restaurer la civilisation ; alors que tout soulèvement contre un ordre juste ou contre une autorité défendant la véritable justice est certainement illégitime et est le propre des gens que l'on nomme d'ordinaire des « révoltés ».

C'est pourquoi, de même qu'au sens strict, il n'y a pas de bonne ou de mauvaise obéissance, ni de mauvaise ou bonne désobéissance, mais tout simplement l'obéissance et la désobéissance, de même aussi, il n'y a pas, pour bien parler, de bonnes ou de mauvaises révolutions, mais plutôt ce que l'on appelle « la restauration » et « la révolution ».

La révolution est donc proprement le renversement d'un bon régime.

## **Cause ultime de la Révolution**

Cependant, après avoir montré que tout changement de régime, qu'il soit bon ou mauvais, est dû à un désaccord sur la justice, il reste à comprendre maintenant la raison de ce désaccord.

Pourquoi tous ne sont-ils pas unis par une même notion de la justice ? Là encore, c'est

---

<sup>5</sup> Pol, V, 2,1302a23 : « La cause universelle et la plus importante qui crée chez les citoyens une disposition en quelque manière favorable au changement, doit maintenant être établie.... D'une part, ceux qui aspirent à l'égalité suscitent des révoltes s'ils s'estiment être défavorisés, alors qu'ils sont les égaux de ceux qui possèdent des avantages excessifs, et d'autre part, ceux qui désirent l'inégalité et la supériorité se révoltent aussi, s'ils supposent qu'en dépit de leur inégalité ils n'ont pas une part plus forte que les autres, mais une part égale ou même moindre = désaccord sur l'égalité proportionnelle, sur la justice)... Voilà donc indiqué l'état d'esprit qui est à l'origine des luttes civiles. »

parce que la cause, qui assurait cette unité des esprits sur ce qu'est la justice, n'existe plus. Or d'après Aristote, pour que tous soient unis sur la notion de justice, et ainsi pour éviter toute révolution (autrement dit pour assurer la durée d'un régime), il est nécessaire précisément que tous aient une même compréhension de la société, un même esprit ; ce qui suppose une même éducation <sup>6</sup>. C'est donc finalement l'absence d'une même éducation qui est à l'origine des troubles dans les États.

Pour résumer, il y a donc révolution parce qu'il n'y a pas accord sur ce que doit être la cité, la civilisation ; et il n'y a pas accord sur la civilisation parce qu'il n'y a pas la même éducation. Plusieurs éducations engendreront plusieurs sociétés. C'est pourquoi, en définitive, s'il n'y a que deux sortes de sociétés, les sociétés civilisées et les non civilisées, c'est parce qu'en réalité il n'y a que deux sortes d'éducation : une éducation qui élève l'homme et une éducation qui le détruit. Mais allons encore plus loin, et posons-nous la question de savoir pourquoi il y a cette divergence sur l'éducation ? La réponse est simple. On n'approuve pas telle ou telle éducation tout simplement parce qu'on n'a pas la même compréhension de la nature de l'homme, et donc aussi de son origine et de sa destinée.

Il y a deux manières d'éduquer les hommes, car deux conceptions de l'homme s'offrent, en définitive, à l'esprit : cette conception qui affirme que l'homme possède une âme intellectuelle (et donc immortelle) ; et cette conception que l'homme est purement et simplement matériel, ce qu'enseignent les doctrines matérialistes, qui, niant l'existence de l'âme rationnelle, ramènent la vie de l'homme au niveau de la vie sensible d'un animal sans raison.

Or, cette erreur a une grande incidence sur l'ordre politique, puisqu'elle va, en réalité, modifier toute la conception du bonheur. En effet, bien que tous les hommes veulent être heureux (et en cela, tous sont d'accord), il n'en reste pas moins cette vérité que pour être heureux il faut vivre (car être heureux suppose d'être vivant). En clair, s'il n'y a de vie que matérielle et sensible, il ne pourra y avoir aussi de bonheur qu'individuel, et situé dans les biens matériels ; par contre, si l'homme est intelligent, alors sa fin est un bien commun et non plus singulier, et se situe dans les biens de l'esprit.

Dans cette dernière perspective, l'homme conçoit son bonheur comme étant d'ordre rationnel (et en effet, pour toute chose, sa fin réside dans la perfection de la faculté qui lui est propre : or le propre de l'homme est de posséder la raison). La recherche de l'excellence de l'esprit sera donc au centre de la vie des hommes. Il s'en suivra naturellement l'établissement d'un régime politique ordonnant à cet idéal rationnel, ordonnant la soumission à une hiérarchie composée par les plus excellents, imposant une éducation apprenant le courage, le combat, si nécessaires pour obtenir des biens si élevés et par conséquent si difficiles à atteindre. L'ordre est établi afin que l'homme atteigne sa perfection. Et c'est le désir, l'amour, de la perfection qui déterminera les gouvernants à établir des lois contre les licencieux, les hédonistes, pensant plus à leur bien-être personnel qu'à se battre pour s'élever et s'édifier mutuellement dans la pratique de toutes les vertus et arts dignes d'une véritable civilisation.

En revanche, dans la première perspective, puisqu'on prétend que la félicité, le repos,

---

<sup>6</sup> Pol, V, 9,1310a12 : « Mais le plus puissant de tous les moyens que nous avons indiqués pour assurer la durée de la constitution, et qui de nos jours est totalement négligé, c'est un système d'éducation adapté à la forme des gouvernements. »

sont uniquement sensibles et matériels, on ne pourra qu'abandonner progressivement toute recherche de la véritable excellence (morale et intellectuelle) puisqu'elle demande beaucoup d'efforts, de courage, de combats (souffrances qui ne peuvent être qu'étrangères en soi au véritable bonheur). On finira ainsi naturellement par refuser tout effort, toute contrainte, toute obéissance, toute éducation digne de ce nom, mais aussi tout ordre politique qui ordonne à un tel idéal de vie.

Un ordre politique recherchant la véritable fin de l'homme (conforme à la loi naturelle, et après la Révélation, conforme à l'Évangile) n'en restera pas moins insupportable pour des individus qui, aimant à vivre dans la licence, la paresse et tout autre désordre, ont acquis une autre « conception » de la justice. D'où la révolte.

Qui plus est, comme les biens matériels, par nature, ne peuvent rendre les hommes heureux, ces hommes, malheureux de ne jamais pouvoir être heureux, attribuent alors leur malheur, non à leur mauvaise conception du bonheur, mais à l'autorité politique qui, selon eux, doit mal répartir ces biens, ce qui engendre leur malheur.

## Conclusion

La rationalité de l'homme est donc au cœur de toute politique ; la nier revient à détruire l'homme et à renverser par conséquent toute civilisation. Et en effet, si l'on considère attentivement l'histoire, on s'apercevra que toute civilisation, quelle qu'elle soit, fut suscitée en définitive par un élan plus ou moins explicite vers les biens de l'esprit : c'est la découverte et la compréhension du vrai, du bien ou encore du beau. Telles furent la Grèce et Rome (pâles reflets en réalité de la seule et unique vraie civilisation : la civilisation chrétienne qui seule, en raison de la grâce de Dieu, a pu réaliser cet idéal dans des hommes : les Saints).

Mais pourquoi certains hommes ne croient pas ou se refusent à croire en leur intelligence ? Qu'ont-ils à gagner à la nier ? N'est-elle pas un bien ? Ne constitue-t-elle pas l'homme supérieur aux autres créatures ? Ne cherchent-ils pas, en réalité, à légitimer quelque chose ? Et en effet, les hommes, selon l'ancien adage, finissent par penser comme ils vivent ; et c'est parce que les hommes vivent mal qu'ils finissent, en réalité, par vouloir établir un système de pensée qui légitime leur mauvaise vie en vue ultimement d'apaiser leur conscience qui ne peut, en effet, que les condamner (puisque celle-ci est de Dieu alors que leurs œuvres ne sont pas de Dieu).

Les hommes ne mettent donc pas leur bonheur dans les biens matériels parce qu'ils nient l'intelligence et l'existence des biens de l'esprit, mais ils refusent ces biens de l'esprit, parce qu'ainsi ils peuvent mettre légitimement leur bonheur dans ces biens sensibles et matériels pour lesquels ils ont un amour désordonné.

Cependant, si les hommes avaient une juste connaissance de ce bonheur rationnel et, par la révélation une juste connaissance de ce qu'est Dieu, ils ne pourraient que désirer ce bonheur spirituel et n'auraient pas cet amour excessif pour les biens matériels.

Concluons donc que le rejet volontaire de Dieu en 1789 fut profondément révolutionnaire, aboutissant à la destruction de l'intelligence et à la recherche effrénée et nécessairement égoïste des plaisirs sensibles. Le vrai Dieu, en définitive, est au cœur de la

politique, car le nier revient finalement à nier la nature même de l'homme. L'athéisme et le laïcisme, engendrés par le matérialisme (secouru lui-même par l'évolutionnisme), sont donc les pires ennemis du genre humain.

Rodolphe Chrétien Lepage